

Mai 2010,



Le rapport d'étape « Lapeyre-Meda » sur la qualité de la distribution d'électricité dénonce l'état des réseaux de distribution électrique et, au travers de ces propositions, prône l'ouverture du capital ERDF.

La polémique semble lancée et certains souhaiteraient instrumentaliser les organisations syndicales.

FO Energie et Mines n'est pas dupe de cette stratégie et n'entend pas y participer.

Le secteur de l'énergie mérite une attention particulière. La privatisation de nos entreprises tient plus de l'idéologie que de raisons fondées. Distribuer l'électricité et le gaz à tous nos clients sur l'ensemble du territoire en préservant la péréquation tarifaire, fait partie de l'égalité républicaine que nous défendons depuis toujours.

Depuis plus de 10 ans, FO Energie et Mines alerte les directions d'ERDF sur le désinvestissement croissant au sein d'ERDF, sur le manque d'ambition quant à la politique industrielle, sur les résultats catastrophiques des trop nombreuses réorganisations.

Ces décisions ont eu pour effet direct l'éloignement au détriment des clients (temps de raccordements, branchements, dépannages...) sans parler de la perte de repères à tous les niveaux de l'entreprise.

Si les Directions nous ont toujours entendu, elles n'ont en revanche jamais voulu écouter nos alertes !

Les 37 000 salariés d'ERDF continuent malgré tout à se mobiliser pour les clients et démontrent chaque jour leur attachement au service public.

A côté de cela, les 2 groupes que sont EDF et GDF Suez se livrent une concurrence, qui conduit tout droit au **démixtage des distributeurs et au travers de laquelle, ni les clients, ni les salariés ne sortiront gagnants.** Alors à qui profite le crime ?.....

Il est clair que les Directions qui se sont succédées ne sont pas les seules à devoir être incriminées. Que dire du positionnement de nos élus politiques ? De la **Commission de la Régulation de l'Energie (CRE)** ? Où bien encore de la **Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR)** ? Occulter cela, serait une erreur.

La fragilité des réseaux ruraux est montrée du doigt. Si ERDF reconnaît la chute des investissements depuis 1990, rappelons qu'elle verse environ 900 millions d'euros chaque année aux collectivités locales concernées. La FNCCR en criant au loup n'oublie-t-elle sa responsabilité conjointe ? Peut-elle nous garantir l'optimisation de l'investissement sur la sécurité des réseaux ? Rien n'est moins sûr. Plus encline à vouloir convaincre de la nécessité d'ouvrir le capital ERDF, voire des concessions...



Là où certains y voient l'intérêt du service public, des clients, des salariés et de l'entreprise, nous y voyons la **remise en cause de la pérennité de nos emplois, la dégradation du service public, l'augmentation tarifaire, la suppression de la péréquation tarifaire, l'enrichissement des investisseurs.** C'est le modèle tout entier du distributeur tel que nous le connaissons, qui est mis en danger.

FO Energie et Mines interpelle la nouvelle direction d'ERDF, afin qu'une politique industrielle digne de ce nom soit mise en place.

Nous demandons un moratoire sur l'arrêt des externalisations et des fermetures de sites.

FO Energie et Mines réaffirme son **désaccord total sur la nouvelle organisation du marché de l'électricité (loi NOME) et sur ses effets dévastateurs** qui laissent envisager la possibilité à terme de la filialisation du parc électronucléaire, comme cela a été le cas pour notre entreprise.

La direction doit prendre toute l'ampleur de la situation et réagir très rapidement, FO Energie et Mines y veillera...